

L'impérialisme à la manœuvre, les peuples bientôt à la riposte ?

Après l'intervention militaire décidée par Trump au Venezuela pour mettre la main sur son pétrole, après avoir réaffirmé la volonté de s'appropriier le Groenland et ses ressources, c'est l'Iran que le dirigeant américain menace désormais d'une nouvelle intervention militaire. Le prétexte en est de voler au secours de la population iranienne qui défie la dictature de Khamenei malgré une répression qui a fait, à l'heure où nous écrivons, plusieurs centaines de morts et des milliers d'arrestations.

Pour justifier l'intervention américaine au Venezuela, Trump avait évoqué la promotion de la démocratie et la prétendue lutte contre le narcotrafic. Sauf qu'il est évident pour tout le monde que ce coup de force de Trump avait tout à voir avec la défense des intérêts impérialistes des États-Unis dans la région.

Leur « démocratie » a une odeur de pétrole

Au Venezuela, les États-Unis sont venus mettre la main sur des ressources pétrolières dont ils n'avaient pas le contrôle exclusif. Depuis l'enlèvement de Maduro, pour mettre la pression sur un régime vénézuélien déjà enclin au compromis, les États-Unis bloquent les exportations de brut et ont intercepté plusieurs *tankers*, afin d'interdire l'usage du pétrole vénézuélien par d'autres puissances, la Russie et la Chine, qui font des affaires avec Caracas.

Et Trump ne s'arrête pas là, menaçant les autres pays d'Amérique latine non entièrement alignés sur les États-Unis de frappes au sol, les forçant à des déclarations d'allégeance. Il s'est aussi tourné vers ses alliés européens, en rappelant ses vues sur le Groenland, une colonie du Danemark qu'il aimerait bien lui souffler (ou lui acheter) pour ses gisements sous-marins prometteurs que le réchauffement climatique pourrait libérer de l'emprise des glaces... ce qui suscite la convoitise cynique des grands capitalistes ! Quant au peuple du Groenland qui passerait d'un colonisateur à l'autre, il n'aurait pas son mot à dire.

Mais les masses populaires ne se laissent pas faire !

Aujourd'hui, c'est l'Iran qui est dans le viseur de Trump. Là encore, une intervention de l'armée américaine n'aurait rien à voir avec la défense de la

« démocratie » ou du peuple iranien. Si Trump menace d'intervenir en Iran, c'est pour couper court à un mouvement social aux conséquences imprévisibles, dangereuses par l'exemple qu'il pourrait donner aux peuples des dictatures pro-occidentales des pays voisins et pour les intérêts des trusts pétroliers dans la région.

Le soulèvement populaire en Iran a pour point de départ une crise économique que les dirigeants du pays font payer aux classes populaires en imposant l'austérité et le gel, voire le non-versement, des salaires. Une crise autant due à la corruption du régime qu'aux sanctions économiques imposées à l'Iran par les grandes puissances, États-Unis en tête.

Malgré les crimes policiers, la coupure d'Internet et la fermeture des universités, les manifestations grossissent, les forces répressives sont chassées de villes et de quartiers. Mais les manifestants ne se battent pas pour voir les dirigeants actuels remplacés, à coup de bombardements américains, par un retour au pouvoir de la monarchie, par l'intermédiaire du fils de l'ancien chah d'Iran, renversé en 1979 par une révolution populaire !

Et c'est Trump qui pourrait avoir, à son tour, quelques craintes. Car, aux États-Unis aussi, des manifestations ont eu lieu partout contre sa propre politique. En premier lieu pour réclamer la fin des agissements de sa sinistre police de l'immigration, l'ICE, et réclamer justice pour Renee Good, cette automobiliste assassinée dans le cadre d'une manifestation qui dénonçait les violences policières. Trump et ses semblables s'attaquent au monde entier : ne leur laissons aucun répit !

De la poudre aux yeux

Dans un article du 23 décembre, l'*Est républicain* couvre l'inauguration du nouveau CMP du B. La directrice de l'ARS se gargarise de cet investissement expliquant qu'il s'agit d'un « *signal fort* » vis-à-vis de la psychiatrie, ce qui sous-entend que le gouvernement s'en préoccupe. Elle a bien appris son texte et sera sans doute félicitée par sa hiérarchie au ministère. On peut se réjouir que nos collègues aient suffisamment de place pour faire leur travail ce qui n'est pas le cas du A par exemple, mais on sait aussi que plus d'un lit sur deux a fermé en psychiatrie et que dans les CMP comme en intra, il n'y a plus assez de personnel pour prendre en charge les patients. Les médecins l'ont souligné. Les moyens, au vu des besoins, sont ridicules.

L'équipe mobile en difficulté

L'équipe mobile s'occupe des patients SDF, mais aussi de tous ceux qui sont en grande précarité et désormais de migrants qui ont connu des atrocités avant leur arrivée. Le nombre de suivis est passé de 339 à 806 en huit ans. Les besoins sont de plus en plus importants, seuls les moyens sont en berne.

Quand le bâtiment va...

Novillars a été construit dans les années 60 et, faute d'investissements réguliers, les bâtiments sont aujourd'hui inappropriés. Si l'on en croit le directeur, un projet de 50 millions devrait permettre de construire de nouveaux bâtiments à partir de 2027. Ce ne sera pas un luxe pour les patients qui doivent se partager les salles de bains ni pour les soignants qui font les toilettes. Mais là aussi, les bâtiments seuls ne suffiront pas à prodiguer des soins de qualité.

Lamentable

La direction ne veut plus que le personnel récupère les heures supplémentaires en posant une journée complète. Pas facile, car on n'arrive déjà pas à prendre nos heures d'habillage. Le directeur voudrait également que les week-ends et les jours fériés, les équipes soient au minimum afin de ne pas payer les primes attenantes. Il propose de tirer au sort qui devra poser un RTT ou un férié. Sur ce, les syndicats avaient déposé un préavis de grève pour le 8 janvier. Mais il a suffi d'un mail du directeur pour qu'ils suspendent le préavis. La direction ne promet pas que de telles mesures ne seront pas prises. Elle veut juste que ce soient les syndicats qui proposent des idées pour réduire le personnel... Si la colère nous prend, on ne tirera pas au sort les directeurs qui devront partir, ils y seront tous conviés.

« Dialogue social » version CHS

En bon politicien socialiste, le directeur a proposé de mettre en place un « *bureau de dialogue social* » pour occuper les syndicats qui le souhaitent. Des réunions qui, espérons-le, feront l'objet d'une information aux salariés. Oui mais voilà, à peine avait-il dit cela qu'il annonce qu'il va limiter le droit de grève et imposer des assignations dans des unités où jusque-là cela ne se faisait pas. Il a déclaré qu'il était directeur et n'avait pas besoin des syndicats pour le faire. Un bel exemple de dialogue social ! Mais il fallait être soit incompetent soit naïf pour donner foi aux engagements de la direction.

La grève oui, mais pas chez moi

Le directeur a remarqué que le droit de grève était inscrit dans la Constitution. Cependant, lorsque les syndicats font mine de l'utiliser, il n'hésite pas à dire aux représentants du personnel de ne pas le faire et prend des mesures pour que les salariés soient assignés. Le seul dialogue social qu'il mérite, c'est qu'on aille retourner son bureau. Et n'oublions pas que de grandes grèves dans le passé ont eu lieu alors qu'elles étaient interdites.

Phishing sur le GHT

Un informaticien nous a envoyé un mail pour nous avertir qu'un pirate informatique se servait de l'adresse mail du directeur pour envoyer des mails frauduleux. Il cite l'exemple d'un mot envoyé à une femme pour lui rendre « un petit service ». Même si le mail ne vient pas du directeur, il y a de quoi s'inquiéter, surtout lorsqu'on connaît le passé de certains qui ont pris l'habitude de regarder dans le corsage des femmes. Une belle équipe !

Œuvre inachevée

Le peintre a claqué la porte de l'hôpital. Du coup, les travaux commencés dans certaines unités sont en berne. Peut-être que le nouveau chef devra revoir sa copie sur la charge de travail et sur le montant du salaire. En attendant, vu le nombre de directeurs, peut-être que l'un d'eux pourrait prendre un pinceau.

Encore un chef

S'il y a bien un domaine où l'on ne manque pas de personnel c'est dans celui de l'encadrement. À Novillars, dès que trois personnes travaillent, c'est inconcevable de les laisser sans leur mettre un cadre sur le dos. Ainsi au service technique un cadre vient de prendre ses fonctions alors que les agents savent parfaitement ce qu'ils ont à faire.

On a trouvé à qui donner le pinceau.

